

Le 15 septembre, en grève contre la « loi travail » et ce gouvernement (Communiqué du NPA 65)

La mobilisation du printemps contre la loi El Khomri a montré que le monde du travail était capable de se faire entendre. Les grandes journées de grève, les occupations de places, les manifestations ont délégitimé encore plus ce gouvernement qui a du avoir recours trois fois au 49-3 pour faire passer cette loi scélérate.

Mais de nouvelles tueries ont eu lieu cet été et, à nouveau, le gouvernement a instrumentalisé l'horreur légitime et la peur provoquées par l'attentat de Nice et l'assassinat de St Etienne-du-Rouvray.

Le gouvernement a multiplié les offensives racistes et répressives cet été, avec le concours de la droite. Il a prolongé l'état d'urgence et toutes les restrictions des libertés qui sont liées, comme si cela avait le moindre effet sur des attentats... Il a annoncé l'envoi du porte-avions Charles-de-Gaulle et des Rafales « *pour intensifier les frappes en Syrie et en Irak* ».

Il a également annoncé la mise en place d'une « garde nationale » de 200 000 militaires et volontaires civils. En gros, donner des armes et le droit d'agir à tous les fachos qui se sentent une vocation de policier ou de soldat ! Les conséquences seront dramatiques pour tous ceux que la police déteste ; l'été a prouvé que les violences policières ne prennent pas de vacances.

Quelques maires ont pris des arrêtés d'interdiction du Burkini. Ces arrêtés sont « *une atteinte grave et manifestement illégale aux libertés* » selon le Conseil d'État. Mais ils ont donné le coup d'envoi à une nouvelle campagne raciste contre les musulmanEs, en créant un amalgame entre les femmes qui se baignent en burkini et les militaires de Daesh. Le FN et Valls ont presque les mêmes mots : le premier demande à « *bannir les signes religieux ostensibles de l'espace public* », le second déclare « *Les plages, comme tout espace public, doivent être préservées des revendications religieuses* »... alors que les maires qui ont voulu interdire le burkini l'ont fait en argumentant qu'il s'agissait de « *signes d'allégeance aux terroristes* ».

Pendant l'été également, 5000 licenciements ont été annoncés chez SFR. Le chômage augmente toujours, la crise continue. Il est urgent d'interdire les licenciements, partager le temps de travail sans perte de salaire, saisir les banques.

La grève du 15 septembre sera un premier moment pour rappeler nos revendications, et dire que nous refusons non seulement la « loi travail » mais aussi, comme le disait la mobilisation de ce printemps, « son monde », qui est de plus en plus en crise.

Avec cette grève, nous recontacterons nos collègues, ceux qui ont fait grève au printemps comme ceux qui l'ont seulement regardée d'un œil favorable, pour redire que seul le rapport de forces nous permettra de ne pas subir les décisions gouvernementales et patronales.

Le gouvernement sera donc, une nouvelle fois, en difficulté à cette rentrée. Il sera isolé. Plus les mobilisations seront importantes, plus nous aurons de chance qu'elles gagnent.

Nous savons qu'il n'y aura pas de solution à la crise du système sans une rupture radicale avec le capitalisme, et sans que les classes populaires, les exploités reprennent les choses en main. C'est le sens de la candidature de notre camarade Philippe Poutou, et de la campagne que nous commençons maintenant.

TARBES, le 1er septembre 2016, le NPA65